



01 BP 3502-3621 Cotonou BÉNIN
Tél. : +229 21 31 81 45 / 21 31 55 08
sprmpmcvdd@gmail.com

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS

MARCHE DE SERVICES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offre n° : S_PPSS_112410

émis le :

pour les services de :

**Accord-cadre à bon de commande sur 3 ans pour la surveillance et le
gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des
transports**

Source de financement : BUDGET NATIONAL

Gestion : 2025

Imputation budgétaire : 114003005-6149

Accord de prêt : NEA NT

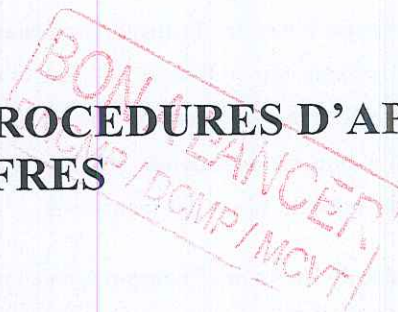
NOVEMBRE 2025



Table des matières

PREMIERE PARTIE - PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES.....	3
Section 0. Avis d'appel d'offres.....	4
Section I. Règlement particulier de l'appel d'offres.....	9
Sous-section A. Instructions aux candidats.....	9
Sous-section A : Instructions aux candidats.....	11
Sous-section B. : Données particulières de l'appel d'offres (DPAO)	43
Sous-section C. Critères d'évaluation et de qualification	49
Section II. Formulaires de soumission.....	69
PARTIE II – PROGRAMME D'ACTIVITES.....	124
Section III. Programme d'activités.....	125
PARTIE III –MARCHE	131
Section IV. Cahier des clauses administratives générales CCAG.....	132
Section V. Cahier des clauses administratives particulières CCAP	150
Section VII : Cahier des clauses environnementales et sociales	155
Section VIII. Formulaires du Marché.....	169
Modèle d'Acte d'engagement	170
Modèle de garantie de bonne exécution (garantie émise par une institution bancaire ou un organisme financier habilité par le Ministre en charge des finances).....	172
Modèle de garantie de bonne exécution (Cautionnement).....	174
Modèle de garantie de restitution de l'avance de démarrage (garantie émise par une institution bancaire ou un organisme financier habilité par le Ministre en charge des finances).....	176
Modèle de garantie de restitution de l'avance de démarrage (cautionnement)	178
Modèle de déclaration sur l'honneur tenant lieu de garantie de restitution de l'avance de démarrage au profit des MPME	180
Modèle de lettre de confirmation de la capacité financière.....	181
Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs.....	Erreur ! Signet non défini.
Modèle de marché	184

PREMIERE PARTIE - PROCEDURES D'APPEL D'OFFRES



Section 0. Avis d'appel d'offres

Nom de l'Autorité contractante : Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable (MCVT)

Objet : Accord-cadre à bon de commande sur 3 ans pour la surveillance et le gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports

Référence SIGMAP : S_PPSS_112410

Avis n° :187...../MCVT/PRMP/DC/SGM/PPSS/S-PRMP du.....03-12-.....2025

Identification de la procédure : Avis d'appel d'offres Ouvert National

1. Cet avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics du **Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** publié sur le portail web des marchés publics le **06-11-2025 (version 8)**.
2. Le **Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds issu du Budget National, afin de financer les activités du **Programme de Pilotage et Soutien aux Services PPSS**, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à l'accord cadre à bon de commande sur 3 ans pour la surveillance et le gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports.
3. Le **Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les services suivants : **surveillance et gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports**. Les prestations sont réparties en cinq (05) lots comme suit :

LOT1 : Surveillance et gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports de l'Atacora (PEHUNCO, TOUCOUNTOUNA et TANGUIETA) ;

LOT2 : Surveillance et gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports de Borgou et de l'Alibori (NIKKI, N'DALI, BEMBEREKE et MALANVILLE) ;

LOT3 : Surveillance et gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports du Zou et des Collines (DJIDJA, ZAGNANADO, DASSA, SAVALOU et SAVE) ;

LOT4 : Surveillance et gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports du Mono et du Couffo (ATHIEME, COME et DOGBO) ;

LOT5 : Surveillance et gardiennage des locaux des divisions territoriales du Cadre de Vie et des transports de l'Ouémé, du Plateau et de l'Atlantique (SEME-PODJI, ADJOHOUN, KETOU, SAKETE et ALLADA).

NB : Les lots constitutifs de ce marché sont distincts. Une entreprise ou groupement d'entreprises peut soumissionner pour un ou l'ensemble des lots et pourra être attributaire d'un (01) ou de l'ensemble des lots dès qu'il dispose des capacités techniques et financières requises permettant d'exécuter les marchés afférents (le personnel et le matériel ainsi que les autres critères devront être distincts pour chacun des lots).

Les lots devront être déposés séparément.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats, remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des clauses 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable (MCVT); et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres au secrétariat de la personne responsable des marchés publics à l'adresse mentionnée ci-après : **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable : 01 BP 3621 Cotonou Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081 , Email : sprmpmevdd@gmail.com ou myacobi@gouv.bj Bureau 104 bâtiment EX DPP 1er étage de 8 heures 00 à 12heures 30 et de 14 heures 00 à 17 heures 30 heure locale (GMT +1) tous les jours ouvrables.**

6. Les exigences en matière de qualification sont :

a) Pour les anciennes entreprises

➤ Exigences techniques et expériences :

- ✓ Être une entreprise spécialisée dans la prestation de services de surveillance ou de gardiennage ou de sécurité ou de protection des biens et services justifié par le registre de commerce et de crédit mobilier ou les statuts.
- ✓ Pour chacun des lots, le candidat doit établir qu'il a les matériels suivants en présentant les factures d'achat en original ou copie légalisée ou fournir en cas de location l'engagement du loueur appuyé des preuves de propriété (factures d'achat en original ou copie légalisée) au nom de ce dernier.

Numéro	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Lampe torche	10
2	Matraque	10
3	Sifflet	10
4	Détecteur de métaux	10
5	Brassard de sécurité	10
6	Menotte	10
7	Chaussure de sécurité	10
8	Uniforme de sécurité	10
9	Couteau de sécurité	10
10	Gaz lacrymogène	10
11	Talkie-Walkie	10
12	Miroir de contrôle	10

✓ Disposer d'un personnel qualifié :

- Les membres du personnel doivent avoir au minimum un niveau de CEP avec au moins deux (02) ans d'expériences professionnelles et ayant réalisé au moins deux (02) prestations de surveillance ou de gardiennage ou de sécurité prouvées par des attestations de travail en original ou en copie légalisée + CV et attestation de disponibilité dument signés par l'agent + copie légalisée du diplôme + copie de la pièce d'identité en cours de validité. Ce personnel est fixé à **huit (08) pour les LOTS 1 et 4, onze (11) pour le LOT 2, de quinze (15) pour le LOT 3, et quatorze (14) pour le LOT 5.**
- Pour chacun des lots, les membres du personnel seront supervisés par un superviseur de niveau minimum BAC avec deux (02) ans d'expériences professionnelles et ayant réalisé au moins deux (02) prestations de contrôleur ou supervision de prestation de surveillance ou de gardiennage ou de sécurité prouvées par des attestations de travail en original ou en copie légalisée + CV et attestation de disponibilité dument signés par l'agent + copie légalisée du diplôme + copie de la pièce d'identité en cours de validité.

Le nombre d'années d'expériences professionnelles sera décompté à partir de la date d'obtention du diplôme.

- ✓ Avoir exécuté au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023 et 2024) et de l'année en cours (2025) au moins deux (02) prestations de services de surveillance/de gardiennage de montant chacun d'au moins :
 - Dix-neuf millions (19.000.000) F CFA HT pour le lot 1 ;
 - Vingt-quatre millions huit cent trente mille (24 830 000) F CFA HT pour le lot 2 ;

- Trente-trois millions cent cinquante mille (33 150 000) F CFA HT pour le lot 3 ;
- Dix-huit millions six cent vingt-cinq mille (18 625 000) F CFA HT pour le lot 4 ;
- Trente-et-un million quarante mille (31 040 000) F CFA HT pour le lot 5.

La réalisation de ces marchés doit être justifié par des originaux ou copies légalisées des attestations de bonne fin d'exécution ou de service fait. Pour être admis, les prestations doivent être terminées à cent pour cent (100%). Seules les références techniques accompagnées d'attestations légalisées de bonne fin d'exécution des Autorités Contractantes (attestations légalisées de bonne fin d'exécution ou de service fait assorties des contrats ou bons de commande (page de garde, page de signature et pages portant le montant en copies simples) ou des procès-verbaux de réception, signés par les maîtres d'ouvrage ou leurs représentants (administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales au Bénin) seront prises en compte.

➤ **Exigences financières :**

- ✓ Fournir les Etats financiers (quinze premières pages) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024), certifiés par un membre de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés et par la Direction Générale des Impôts (DGI) du Bénin. Les soumissionnaires étrangers devront fournir les états financiers en conformité avec la législation de leur pays d'origine. Les pages de certification doivent être en original ou en copie légalisée.
- ✓ Avoir réalisé au cours des trois (03) dernières années (2022, 2023 et 2024) un chiffre d'affaires annuel moyen au moins égal à :
 - Trente-sept millions trois cent mille (37 300 000) F CFA HT pour le lot 1 ;
 - Quarante-neuf millions sept cent mille (49 700 000) F CFA HT pour le lot 2 ;
 - Soixante-six millions deux cent vingt-mille (66 220 000) F CFA HT pour le lot 3 ;
 - Trente-sept millions trois cent mille (37 300 000) F CFA HT pour le lot 4 ;
 - Soixante-deux millions quatre-vingt mille (62 080 000) F CFA pour le lot 5

Le chiffre d'affaires annuel moyen doit être justifié par les extraits des états financiers des années concernées, certifiés par un membre de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés et par la Direction Générale des Impôts (DGI) du Bénin ;

- ✓ Fournir l'original d'une attestation de capacité financière à hauteur de :
 - Deux millions soixante-neuf mille deux cent soixante-deux (2 069 262) F CFA pour le lot 1 ;
 - Deux millions sept cent cinquante-neuf mille seize (2 759 016) F CFA pour le lot 2 ;
 - Trois millions six cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-huit (3 678 688) F CFA pour le lot 3 ;
 - Deux millions soixante-neuf mille deux cent soixante-deux (2 069 262) F CFA pour le lot 4 ;
 - Trois millions quatre cent quarante-huit mille sept cent soixante-dix (3 448 770) F CFA pour le lot 5.

L'attestation de capacité financière doit être conforme au modèle du dossier et délivrée par une Banque ou un organisme financier agréé en république du Bénin.

b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence

➤ **Exigences techniques et expériences :**

- ✓ Être une entreprise spécialisée dans la prestation de services de surveillance ou de gardiennage ou de sécurité ou de protection des biens et services justifié par le registre de commerce et de crédit mobilier ou les statuts.
- ✓ Pour chacun des lots, le candidat doit établir qu'il a les matériels suivants en présentant les factures d'achat en original ou copie légalisée ou fournir en cas de location l'engagement du loueur appuyé des preuves de propriété (factures d'achat en original ou copie légalisée) au nom de ce dernier.

Numéro	Type et caractéristiques du matériel	Nombre minimum requis
1	Lampe torche	10
2	Matraque	10
3	Sifflet	10

4	Détecteur de métaux	10
5	Brassard de sécurité	10
6	Menotte	10
7	Chaussure de sécurité	10
8	Uniforme de sécurité	10
9	Couteau de sécurité	10
10	Gaz lacrymogène	10
11	Talkie-Walkie	10
12	Miroir de contrôle	10

✓ Disposer d'un personnel qualifié :

- Les membres du personnel doivent avoir au minimum un niveau de CEP avec au moins trois (03) ans d'expériences professionnelles et ayant réalisé au moins trois (03) prestations de surveillance ou de gardiennage ou de sécurité prouvées par des attestations de travail en original ou en copie légalisée + CV et attestation de disponibilité dûment signés par l'agent + copie légalisée du diplôme + copie de la pièce d'identité en cours de validité. Ce personnel est fixé à **huit (08) pour les LOTS 1 et 4, onze (11) pour le LOT 2, de quinze (15) pour le LOT 3, et quatorze (14) pour le LOT 5.**
- Pour chacun des lots, les membres du personnel seront supervisés par un superviseur de niveau minimum BAC avec trois (03) ans d'expériences professionnelles et ayant réalisé au moins trois (03) prestations de contrôleur ou supervision de prestation de surveillance ou de gardiennage ou de sécurité prouvées par des attestations de travail en original ou en copie légalisée + CV et attestation de disponibilité dûment signés par l'agent + copie légalisée du diplôme + copie de la pièce d'identité en cours de validité.

Le nombre d'années d'expériences professionnelles sera décompté à partir de la date d'obtention du diplôme.

✓ Fournir l'original d'une attestation d'assurance des risques professionnels d'un montant de :

- quarante millions neuf cent soixante et onze mille trois cent quatre-vingt-huit (40 971 388) F CFA pour le lot 1 ;
- cinquante-quatre millions six cent vingt-huit mille cinq cent dix-sept (54 628 517) F CFA pour le lot 2 ;
- soixante-douze millions huit cent trente-huit mille vingt-deux (72 838 022) F CFA pour le lot 3 ;
- quarante millions neuf cent soixante et onze mille trois cent quatre-vingt-huit (40 971 388) F CFA pour le lot 4
- soixante-huit millions deux cent quatre-vingt-cinq mille six cent quarante-six (68 285 646) F CFA pour le lot 5.

✓ Fournir l'original d'une attestation de capacité financière à hauteur de :

- Deux millions soixante-neuf mille deux cent soixante-deux (2 069 262) F CFA pour le lot 1 ;
- Deux millions sept cent cinquante-neuf mille seize (2 759 016) F CFA pour le lot 2 ;
- Trois millions six cent soixante-dix-huit mille six cent quatre-vingt-huit (3 678 688) F CFA pour le lot 3 ;
- Deux millions soixante-neuf mille deux cent soixante-deux (2 069 262) F CFA pour le lot 4
- Trois millions quatre cent quarante-huit mille sept cent soixante-dix (3 448 770) F CFA pour le lot 5.

L'attestation de capacité financière doit être conforme au modèle du dossier et délivrée par une Banque ou un organisme financier agréé en république du Bénin.

NB : le chiffre d'affaire moyen, la capacité financière et l'attestation de risques professionnels ne sont pas cumulatifs.

Les attestations de bonne fin/travail comporteront les références et objets des marchés similaires.

L'autorité contractante se réserve le droit de faire vérifier l'authenticité des documents produits par le soumissionnaire. En tout état de cause et en application des dispositions de l'article 122 du code des marchés publics, la fourniture délibérée d'informations ou de déclarations fausses ou mensongères, expose l'auteur aux sanctions prévues par la loi.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Le délai de réalisation est de **trente-six (36) mois** pour chacun des lots.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier complet d'appel d'offres à compter du 05 / 12 / 2025. Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics : **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** : 01 BP 3621, Email : sprmpmcvdd@gmail.com ou myacobi@gouv.bj Cotonou Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081 , Bureau 104 bâtiment EX DPP 1er étage de 8 heures 00 à 12heures 30 et de 14 heures 00 à 17 heures 30 heure locale (GMT +1) tous les jours ouvrables. Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats à leurs frais par DHL. Ce dossier peut aussi être remis aux candidats en version électronique sous le format PDF ou envoyé par voie électronique, sous réserve des dispositions relatives à la dématérialisation.

Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.

9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB sous le format PDF, le tout dans une enveloppe unique à l'adresse ci-après après : **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable** : 01 BP 3621, Email : sprmpmcvdd@gmail.com ou myacobi@gouv.bj Cotonou Tél. 01 21 31 55 08 / fax : 0121315081 , Bureau 104 bâtiment EX DPP 1er étage au plus tard le 23 / 12 / 2025 à 09 heures 00 minute heure locale (GMT +1).

Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire. Les offres qui ne parviendront pas aux heure et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes et aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'adresse ci-après **Salle de conférence situé au 1^{er} étage du Bâtiment de l'EX Direction de la programmation et de la prospective** à 09 heures 30 minutes heure locale (GMT +1).

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de :

- trois cent soixante-douze mille quatre cent soixante-sept (372 467) FCFA pour le lot 1 ;
- quatre cent quatre-vingt-seize mille six cent vingt-trois (496 623) FCFA pour le lot 2 ;
- six cent soixante-deux mille cent soixante-quatre (662 164) FCFA pour le lot 3 ;
- trois cent soixante-douze mille quatre cent soixante-sept (372 467) F CFA pour le lot 4 ;
- six cent vingt mille sept cent soixante-dix-neuf (620 779) F CFA pour le lot 5.

En ce qui concerne les micros, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration suivant le modèle prévu dans les formulaires de soumission du dossier d'appel d'offres. La déclaration de garantie doit être appuyée de l'original ou de la copie légalisée de l'attestation d'Identification du statut de Micro, Petite ou Moyenne Entreprise (MPME) délivrée par l'Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises (ADPME) déclarant le statut du MPME du soumissionnaire sous peine de rejet de la déclaration de garantie.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours** calendaires à compter de la date limite de soumission.

13. Les offres doivent être présentées et déposées par lot sous peine de rejet.

Cotonou, le 03 - 12 - 2025

La Personne Responsable des marchés publics

